



Dépêche No. 829 | 2 août 2024

Les Guinéens demandent plus dans la promotion de l'égalité des genres

Dépêche No. 829 d'Afrobarometer | Mamadou Saliou Diallo

Résumé

En matière d'égalité entre les genres, la Guinée reste à la traîne malgré les différentes actions posées à travers la promulgation et la ratification de lois et instruments internationaux, ainsi que l'adoption de plans et politiques en vue de combler les lacunes (Banque Mondiale, 2023).

Des disparités flagrantes demeurent entre les sexes dans le pays sur plusieurs aspects. Selon l'Institut National de la Statistique (2020), les femmes sont 53,6% à être atteintes par la pauvreté alors que l'incidence de pauvreté est de 42,8% chez les hommes. Le taux d'alphabétisation des femmes (22%) est faible comparativement à celui des hommes (43,6%). Dans le domaine de l'emploi, les femmes sont sous-représentées dans la fonction publique et accèdent difficilement à des postes influents, et leur taux d'emploi (54,5%) est d'environ 20 points de pourcentage inférieur à celui des hommes (74,3%).

Malgré leur rôle déterminant dans la croissance du ménage, les femmes sont lésées dans l'accès aux ressources productives et ne bénéficient pas du même traitement que les hommes dans le contrôle des moyens de production et des revenus de leur famille (Ministère de la Santé Publique, 2022).

La présente étude rend compte d'un module d'enquête spécial inclus dans le questionnaire du Round 9 d'Afrobarometer pour collecter et analyser les expériences et les opinions des Africains concernant l'égalité des sexes dans le contrôle des actifs, l'embauche, la propriété foncière et le leadership politique. (Pour les résultats sur la violence sexiste en Guinée, veuillez voir Diallo, Diallo, & Amewunou, 2024).

Il ressort qu'en Guinée, les femmes ont moins bénéficié de l'éducation que les hommes, restent en retard en ce qui concerne la possession de certains actifs, et ont moins d'autonomie dans la gestion des revenus de leur ménage que les hommes.

Les citoyens guinéens adhèrent aux principes d'égalité dans la possession ou l'héritage des terres, l'accès à l'emploi et le leadership politique. La majorité des répondants se disent insatisfaits des efforts du gouvernement dans la promotion de l'égalité des droits et des chances en faveur des femmes, et estiment que l'Etat devrait faire davantage dans ce domaine.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 ont été lancées en janvier 2024. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer en Guinée, conduite par Stat View International, s'est entretenue avec 1.200 adultes guinéens en août 2022. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées en Guinée en 2013, 2015, 2017 et 2019.

Résultats clés

- Les hommes sont plus nombreux que les femmes à profiter de l'éducation post-secondaire (20% vs. 10%) et secondaire (24% vs. 16%) en Guinée, et il y a plus de femmes que d'hommes qui sont sans éducation formelle (57% vs. 43%).
- Plus d'hommes que de femmes possèdent des actifs comme un téléphone portable (96% contre 86%), une voiture (47% contre 16%), un compte bancaire (13% contre 8%) et un ordinateur (11% contre 7%).
- Les femmes ont moins d'autonomie dans la gestion des revenus de leur ménage que les hommes (40% contre 57%).
- La majorité des Guinéens adhèrent aux principes d'égalité en matière d'accès au foncier (61%) et à l'emploi (57%).
 - Cependant, seulement 39% des répondants disent que les femmes et les hommes ont aujourd'hui les mêmes chances de posséder des terres et d'en hériter dans leur pays.
- Sept répondants sur 10 (70%) estiment que les femmes devraient être éligibles à des postes politiques au même titre que les hommes.
 - Si la majorité (64%) des Guinéens pensent qu'une femme qui se présente aux élections gagnerait en réputation, beaucoup en revanche pensent qu'il est probable qu'elle soit critiquée ou harcelée par d'autres membres de la communauté (50%) et qu'elle ait des problèmes avec sa propre famille (39%).
- Seulement 46% des Guinéens approuvent les performances de leur gouvernement dans la promotion de l'égalité des droits et des chances en faveur des femmes, et plus de sept répondants sur 10 (72%) estiment qu'il doit faire plus en la matière.
- L'inégalité d'accès à l'éducation et le faible nombre de femmes occupant des postes d'influence dans le gouvernement sont les questions prioritaires liées à l'égalité des genres aux yeux des Guinéens.

Education et contrôle des actifs

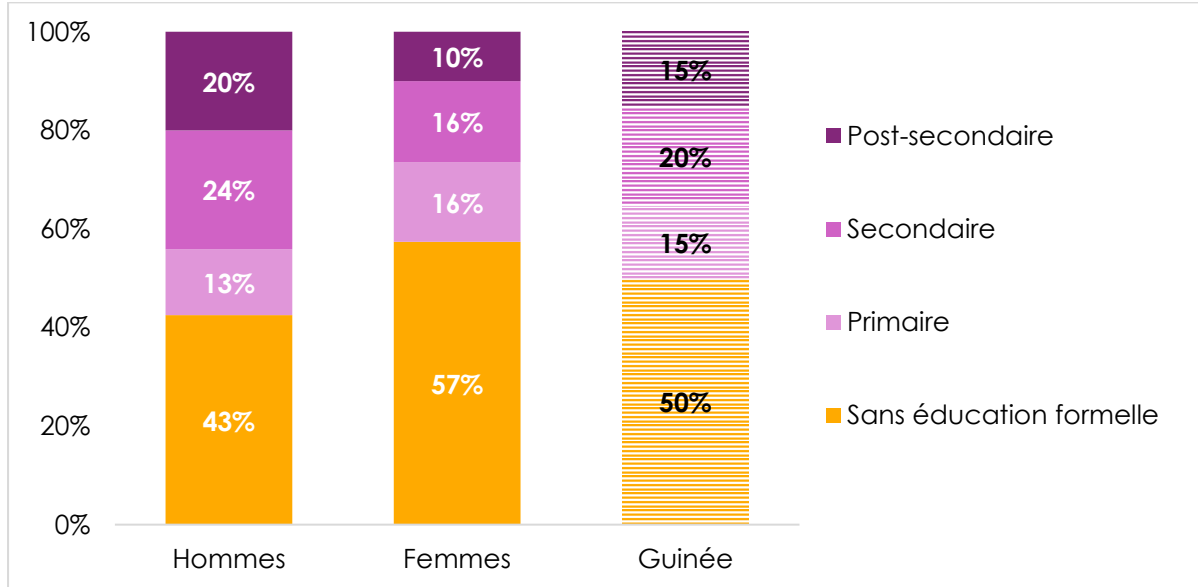
Vu le rôle crucial que jouent l'éducation et les actifs dans la croissance économique et par ricochet de l'épanouissement, leur accès équitable est donc capital pour un développement inclusif.

En Guinée, il y a plus d'hommes que de femmes possédant le niveau secondaire (24% contre 16%) et post-secondaire (20% contre 10%) d'éducation, tandis que la proportion de personnes n'ayant pas suivi d'enseignement formel est plus importante chez les femmes que chez les hommes (57% contre 43%) (Figure 1).

En ce qui concerne le contrôle des actifs, les hommes sont plus nombreux que les femmes à posséder un téléphone portable (96% contre 86%), une radio (71% contre 41%), une voiture

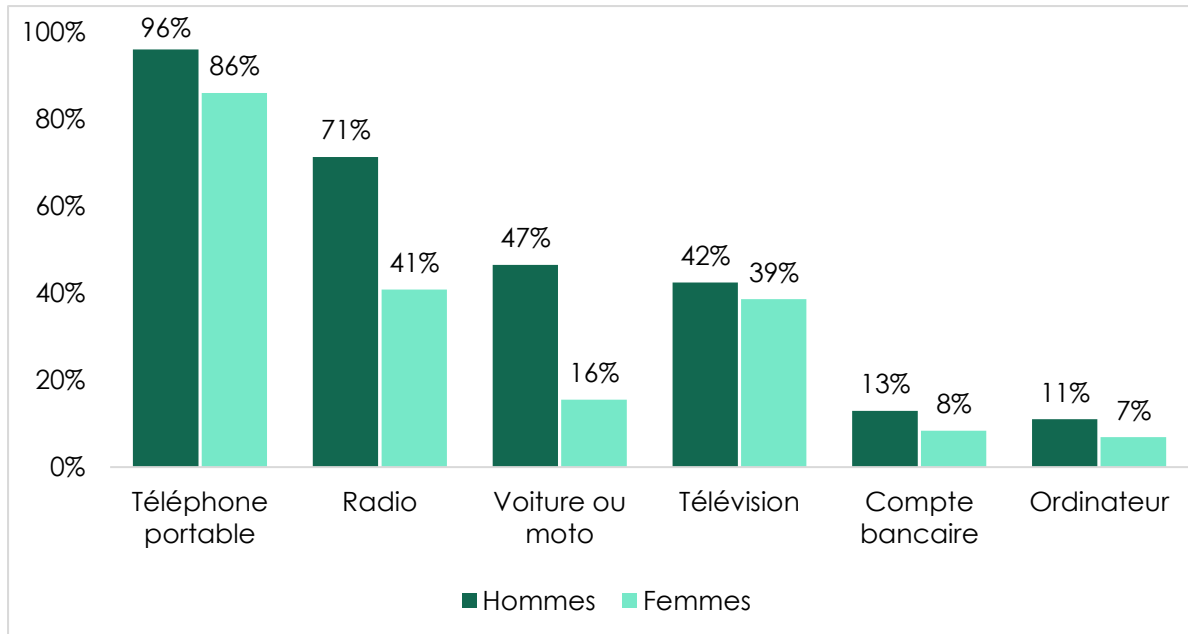
(47% contre 16%), une télévision (42% contre 39%), un compte bancaire (13% contre 8%) et un ordinateur (11% contre 7%) (Figure 2).

Figure 1 : Niveau d'instruction | par sexe | Guinée | 2022



Question posée aux répondants : Quel est votre plus haut niveau d'instruction ?

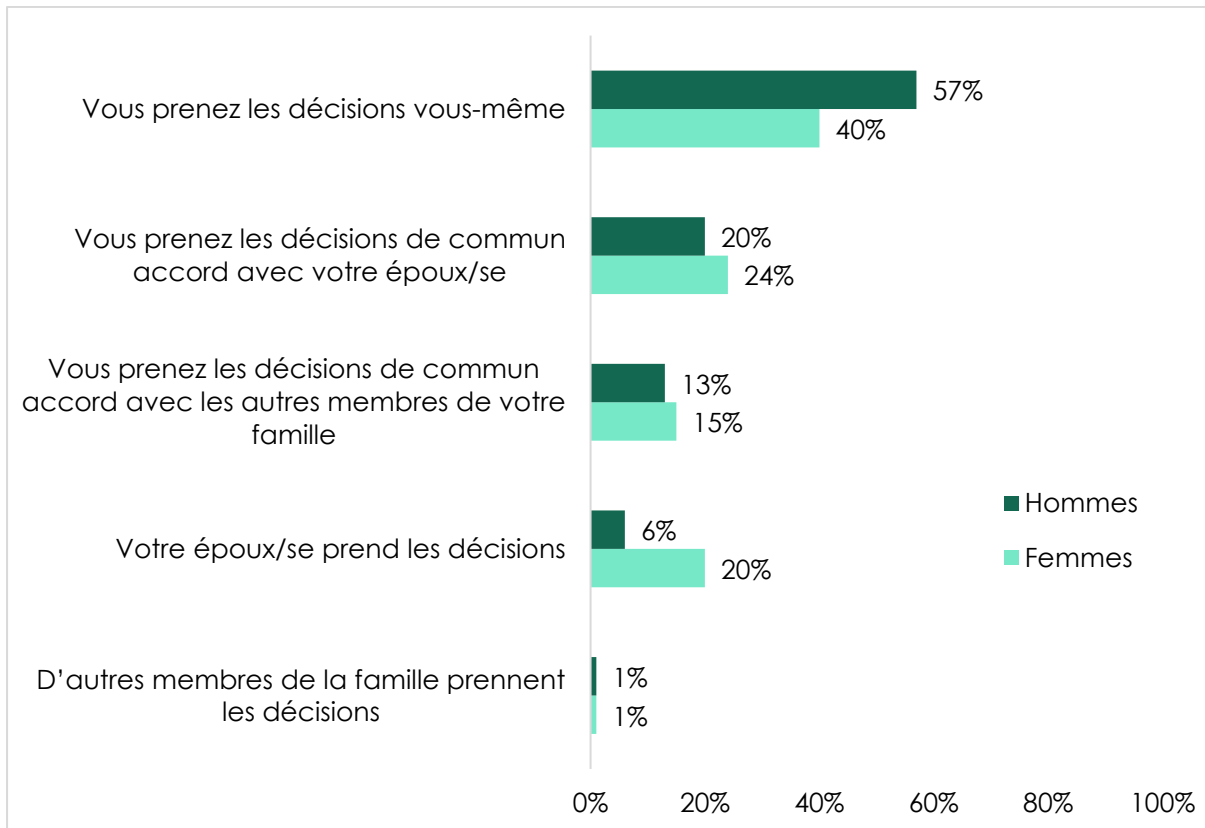
Figure 2 : Possession d'actifs | par sexe | Guinée | 2022



Question posée aux répondants : Lesquels de ces biens possédez-vous personnellement ? (% qui disent « oui »)

Concernant les décisions sur la façon dont l'argent du ménage est dépensé, les femmes n'ont pas la même autonomie que les hommes (Figure 3). Les femmes sont moins nombreuses que les hommes à dire qu'elles prennent les décisions elles-mêmes (40% contre 57% pour les hommes). Et 20% des femmes disent que c'est leur époux qui prend cette décision, contre seulement 6% des hommes qui font cette déclaration.

Figure 3 : Qui décide de l'utilisation de l'argent du ménage ? | par sexe | Guinée
 | 2022



Question posée aux répondants : De quelles façons les décisions sont-elles prises, quant à la gestion des revenus que vous gagnez en travaillant, en faisant des affaires, en faisant du commerce, ou en vous livrant à d'autres activités ?

Droits à un emploi et à la terre

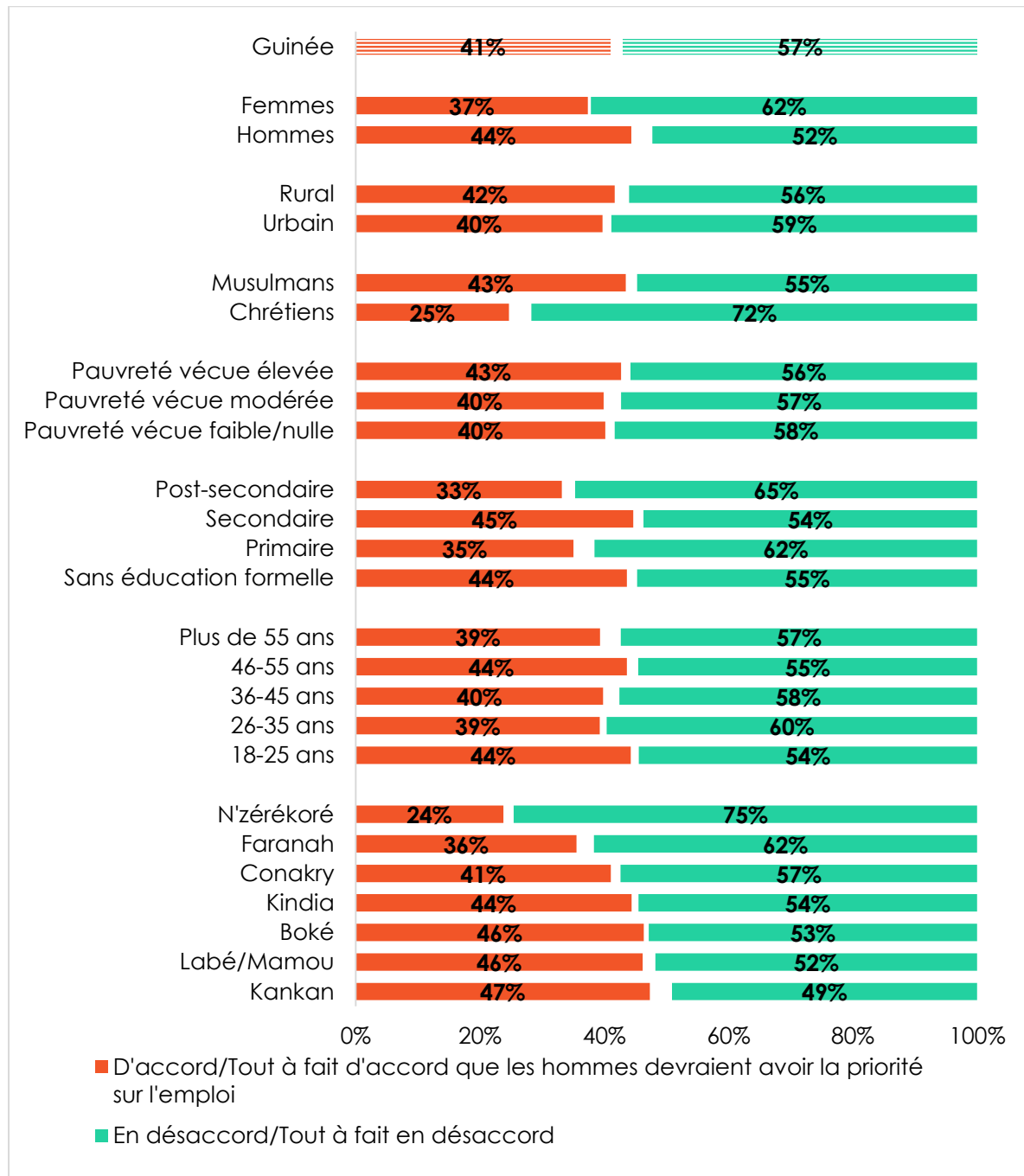
L'enquête révèle que la majorité (57%) des Guinéens désapprouvent l'idée que les hommes devraient être prioritaires par rapport aux femmes lors de l'embauche lorsque les emplois sont rares, affirmant ainsi un attachement à l'égalité d'accès à l'emploi (Figure 4).

Le soutien à l'égalité d'accès à l'embauche est plus fréquent chez les femmes (62%), les Chrétiens (72%) et les résidents des régions de N'zérékoré (75%) et de Faranah (62%) que chez les hommes (52%), les Musulmans (55%) et les résidents des autres régions du pays.

Pendant ce temps, six Guinéens sur 10 (61%) approuvent l'égalité des droits à la propriété et à l'héritage des terres. L'adhésion à l'égalité d'accès au foncier est plus répandue parmi les femmes (65%), les Chrétiens (75%) et les résidents de N'zérékoré (71%) et Faranah (69%) que chez leurs homologues respectifs (Figure 5).

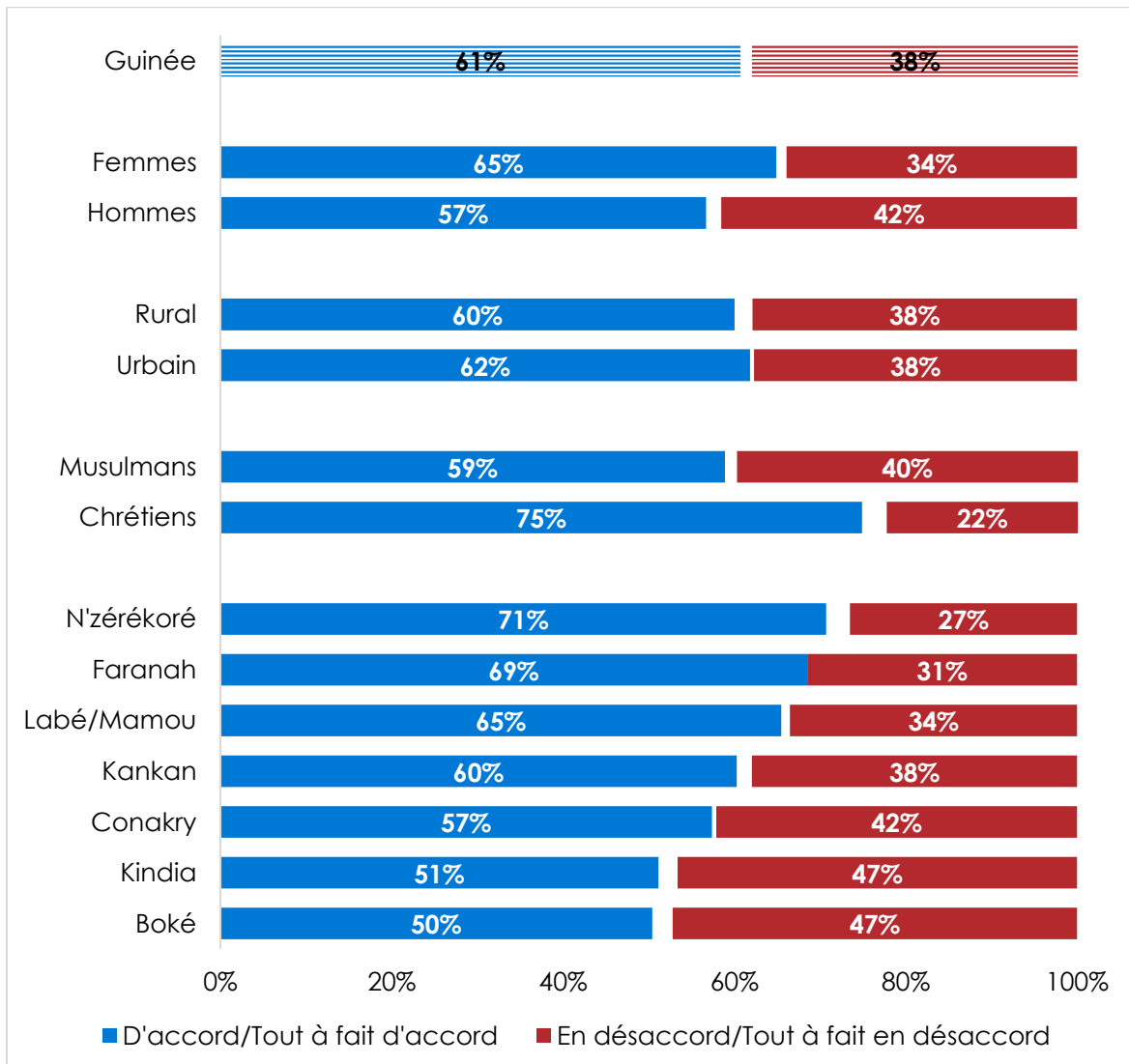
Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter
 notre outil d'analyse en ligne au
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Figure 4 : Les hommes doivent-ils avoir la priorité pour les emplois rares ?
 | par groupe démographique | Guinée | 2022



Question posée aux répondants : Pour l'affirmation suivante, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non : Lorsque l'emploi se fait rare, les hommes devraient plus avoir le droit à un emploi que les femmes ?

Figure 5 : Les femmes doivent-elles avoir les mêmes droits à la terre que les hommes ? | par groupe démographique | Guinée | 2022



Question posée aux répondants : Pour l'affirmation suivante, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non : Les femmes devraient avoir les mêmes droits de possession ou de succession que les hommes, en ce qui concerne le foncier ?

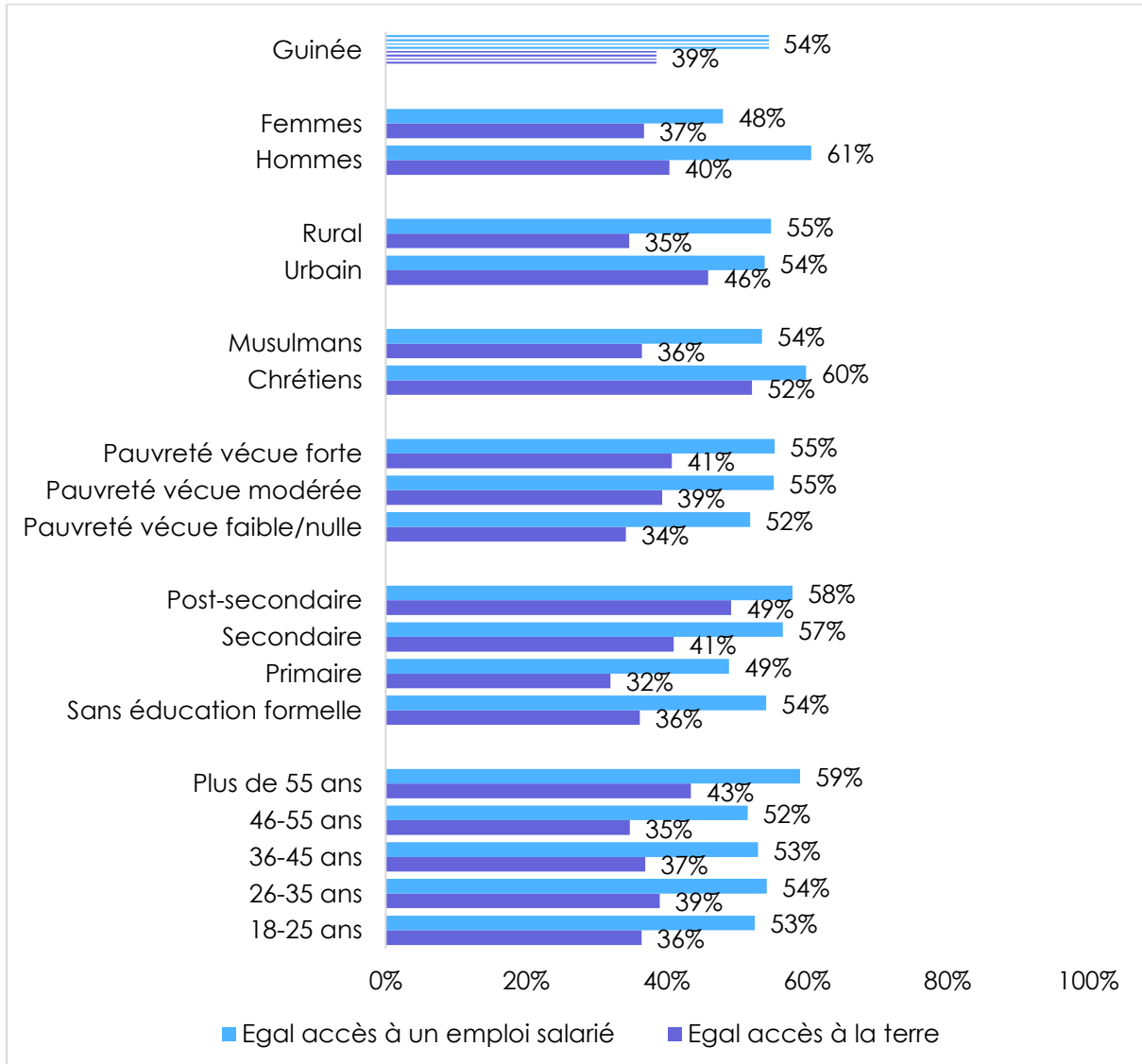
Alors que des majorités soutiennent que les femmes devraient avoir les mêmes droits à l'emploi et à la terre, bénéficient-elles réellement de l'égalité dans ces domaines ?

Un peu plus de la moitié (54%) des répondants affirment que les femmes ont les mêmes chances que les hommes d'obtenir un emploi rémunéré en Guinée (Figure 6). Cette perception est dominante à travers la plupart des groupes démographiques mais moins prononcée chez les femmes (48%).

En revanche, seulement 39% des Guinéens disent qu'aujourd'hui les femmes ont les mêmes chances que les hommes de posséder des terres et d'en hériter. L'égalité dans l'accès au

foncier est plus perçue parmi les citoyens (46%), les Chrétiens (52%), les non nantis (41%),¹ les plus instruits (49%) et les plus âgés (43%) que parmi les autres répondants.

Figure 6 : Equitable accès à l'emploi et à la terre | par groupe démographique
 | Guinée | 2022



Questions posées aux répondants : Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou d'accord :

Dans notre pays aujourd'hui, les femmes et les hommes ont les mêmes chances d'avoir un emploi qui rapporte un revenu ?

Dans notre pays aujourd'hui, les femmes et les hommes ont les mêmes chances de posséder des terres et d'en hériter ?

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

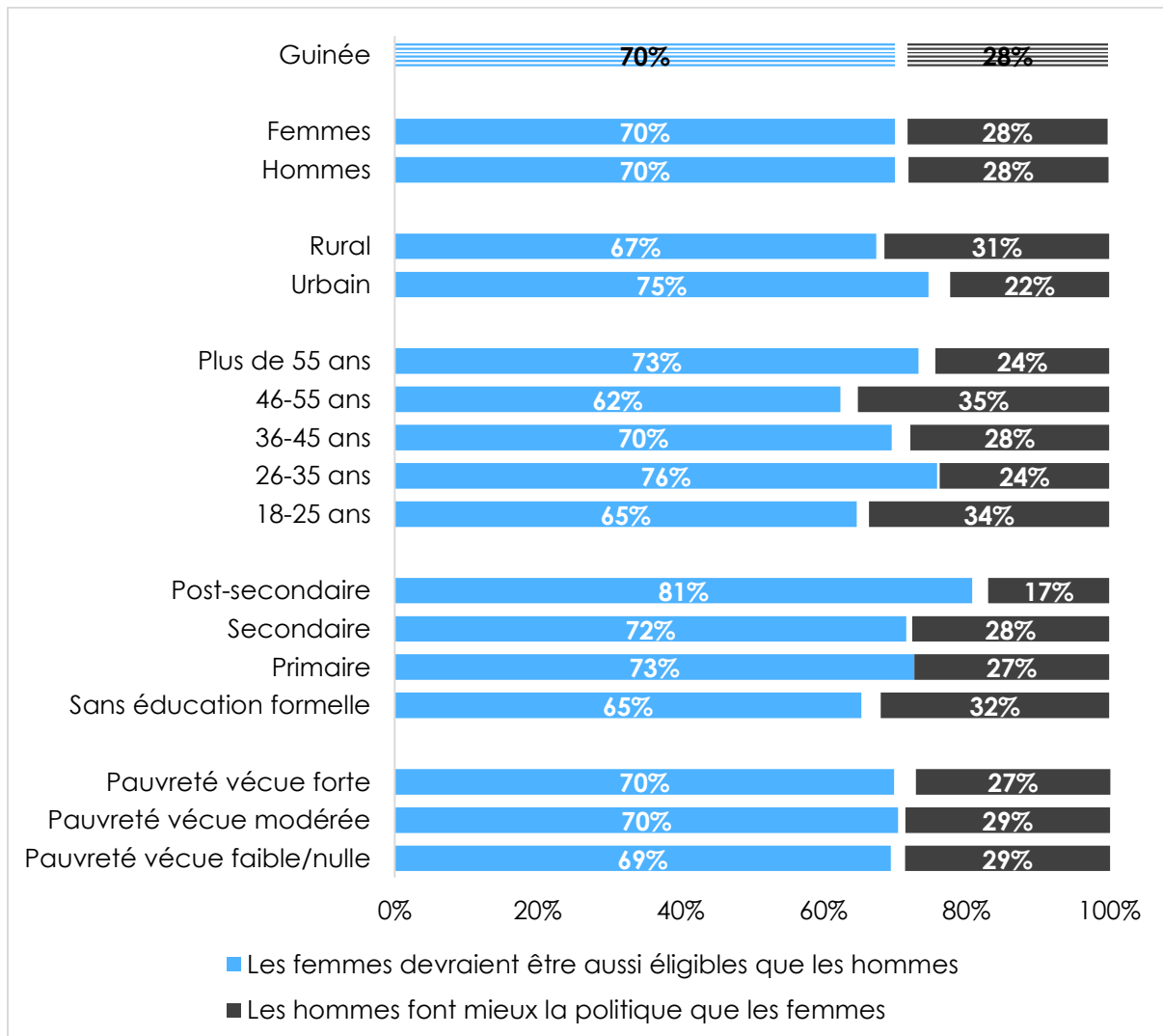
L'égalité des sexes dans la participation politique

Un aspect essentiel de l'égalité des sexes est la participation des femmes au leadership politique, qui permet de s'assurer que les voix des femmes comptent dans l'élaboration des politiques.

En Guinée, sept citoyens sur 10 (70%) affirment que les femmes devraient être éligibles à des postes politiques au même titre que les hommes, rejetant ainsi l'idée que les hommes font mieux la politique que les femmes (Figure 7).

Les citoyens les plus instruits (81%) et les citadins (75%) sont plus nombreux à approuver l'égalité des genres en politique.

Figure 7 : Les femmes devraient-elles être aussi éligibles à des postes politiques ?
 | par groupe démographique | Guinée | 2022



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

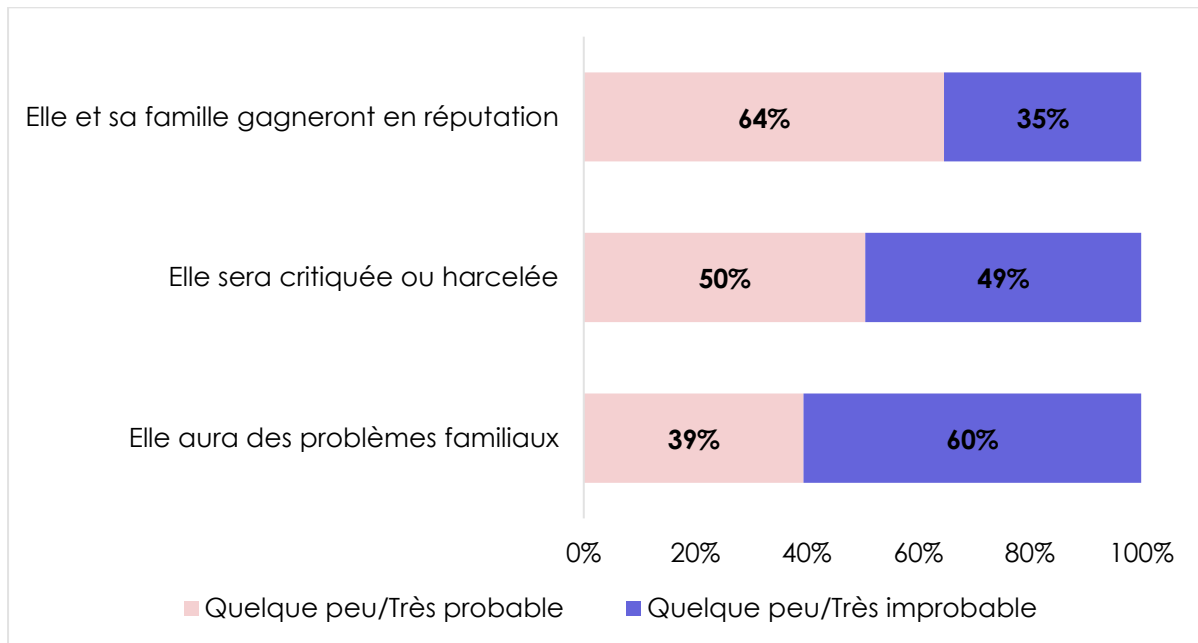
Affirmation 1 : Les hommes font mieux la politique que les femmes, et devraient être seuls à être élus à des postes politiques.

Affirmation 2 : Les femmes devraient être aussi éligibles à des postes politiques que les hommes. (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Même si beaucoup d'électeurs les considèrent au même titre par rapport aux candidats masculins, il y a des facteurs qui peuvent encourager ou décourager les femmes à se présenter à des élections pour une fonction publique.

Un peu plus de six Guinéens sur 10 (64%) disent qu'il est « quelque peu » ou « très » probable qu'une femme et sa famille gagnent en réputation dans la communauté si elle se présente à un poste électif (Figure 8). Cependant, la moitié (50%) des répondants considèrent qu'il est probable que d'autres membres de la communauté la critiquent, l'insultent ou la harcèlent, et 39% affirment que cette femme serait susceptible d'avoir des problèmes avec sa propre famille.

Figure 8 : Comment la candidature à un poste électif peut-elle affecter la vie des femmes ? | Guinée | 2022



Questions posées aux répondants : Si une femme de votre communauté se présente aux élections, dans quelle mesure est-il probable ou improbable que les choses suivantes se produisent :

- Elle et sa famille gagneront en réputation dans la communauté ?
- Elle sera critiquée, insultée ou harcelée par d'autres membres de la communauté ?
- Elle aura des problèmes avec sa famille ?

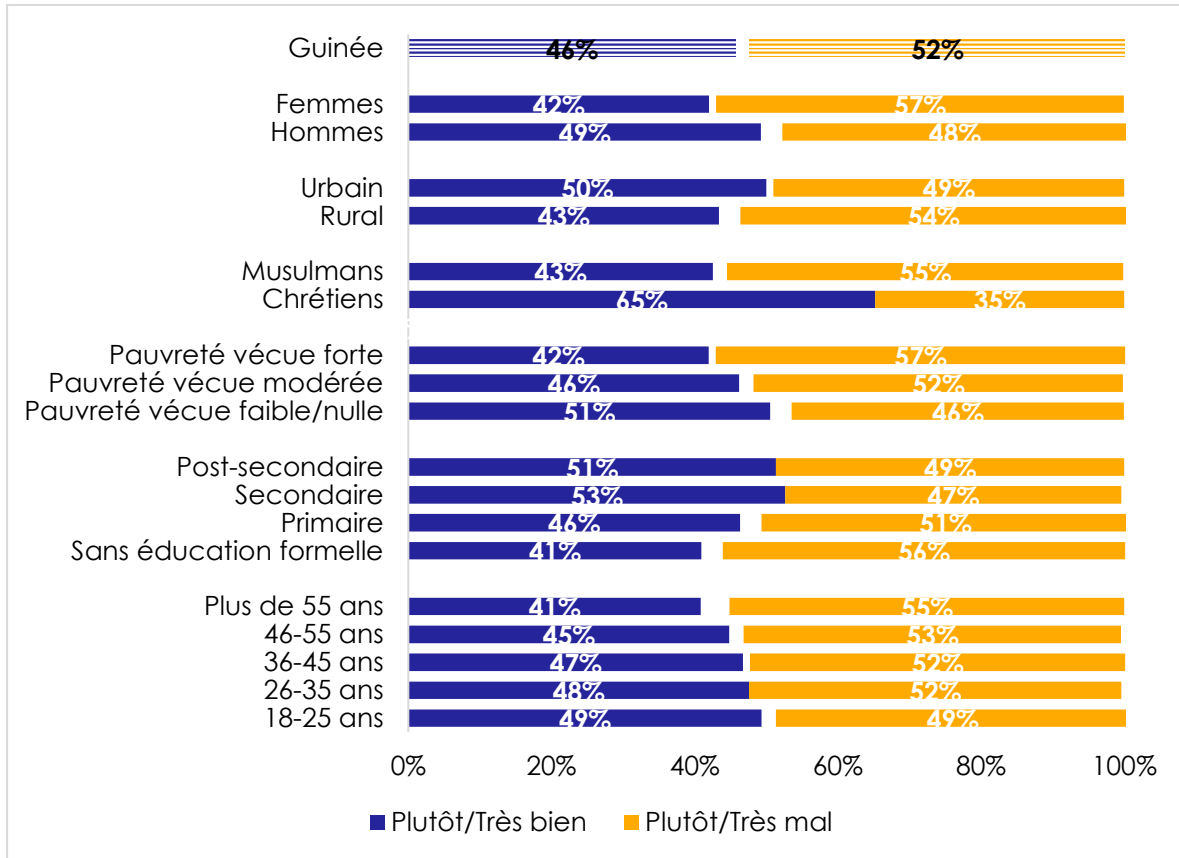
Efforts de promotion de l'égalité entre les sexes

Globalement, seulement 46% des Guinéens déclarent que leur gouvernement fait un travail « plutôt bien » ou « très bien » en matière de promotion de l'égalité des droits et des chances pour les femmes, tandis que 52% jugent mal sa performance dans ce domaine (Figure 9).

L'approbation de la performance du gouvernement est plus répandue parmi les Chrétiens (65%), les plus instruits (51%-53%), les mieux nantis (51%), les citadins (50%), les hommes (49%) et les 18-25 ans (49%) que parmi les Musulmans (43%), les non instruits (41%), les non nantis (42%), les résidents ruraux (43%), les femmes (42%) et les plus de 55 ans (41%).

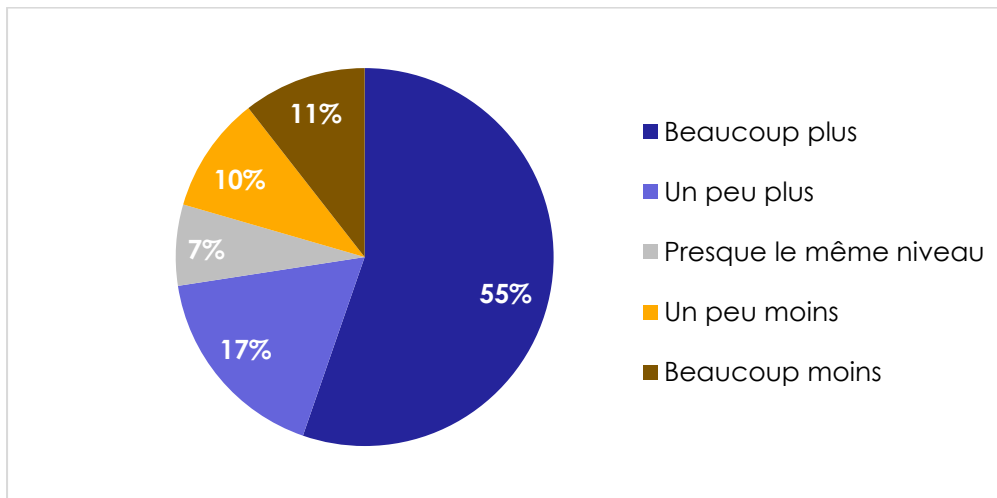
Les Guinéens étant majoritairement insatisfaits de la performance de leur gouvernement en matière de promotion de l'égalité des genres, il est donc peu surprenant qu'ils soient majoritaires (72%) à déclarer que le gouvernement devrait faire plus pour promouvoir l'égalité des droits et des chances pour les femmes, dont 55% qui veulent qu'il fasse « beaucoup plus » (Figure 10).

Figure 9 : Performance du gouvernement dans la promotion de l'égalité des droits et des chances pour les femmes | par groupe démographique | Guinée | 2022



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la promotion de l'égalité des droits et des chances en faveur des femmes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

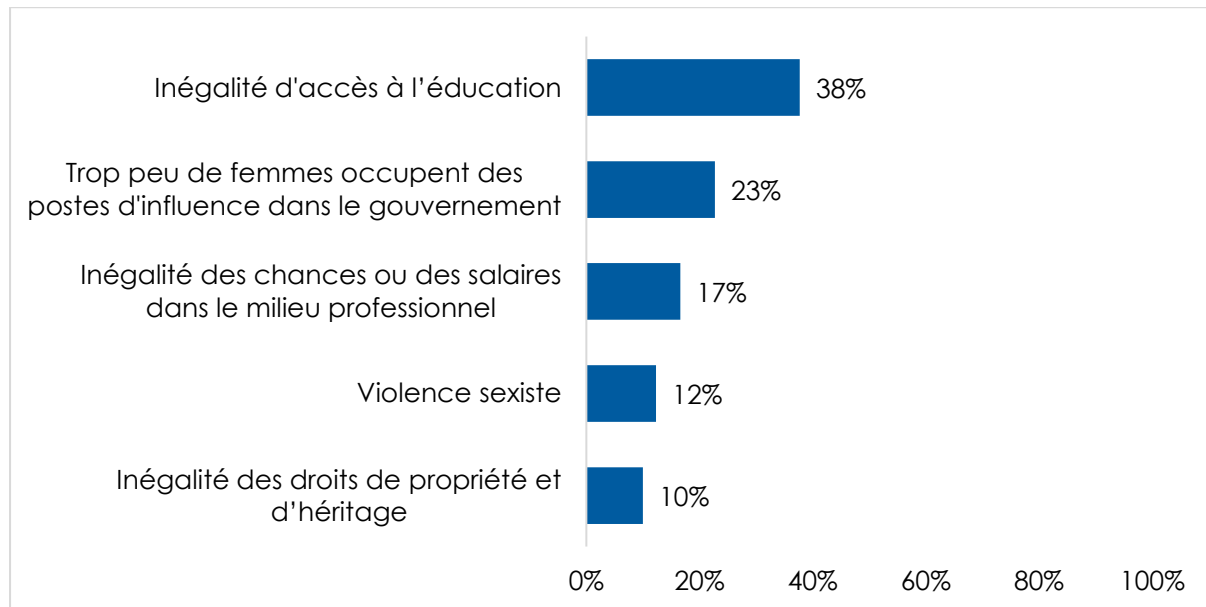
Figure 10 : Le gouvernement devrait-il faire plus ou moins pour promouvoir l'égalité des droits et des chances pour les femmes ? | Guinée | 2022



Question posée aux répondants : A votre avis, le gouvernement et les représentants élus devraient-ils faire plus, moins ou maintenir ce qu'ils font actuellement pour promouvoir l'égalité et les droits des femmes ?

Interrogés sur ce qu'ils considèrent comme la question la plus importante à traiter par le gouvernement et la société en matière de droits des femmes et d'égalité, les Guinéens citent en premier lieu l'inégalité d'accès à l'éducation (38%), puis le faible nombre de femmes qui occupent des postes d'influence dans le gouvernement (23%). Ensuite viennent l'inégalité des chances ou des salaires dans le milieu professionnel (17%), la violence sexiste (12%) et l'inégalité des droits de propriété et d'héritage (10%) (Figure 11).

Figure 11 : La plus importante question liée aux droits des femmes | Guinée | 2022



Question posée aux répondants : Selon vous, laquelle des questions suivantes liées à l'égalité des genres et aux droits des femmes est la plus importante à adresser par notre gouvernement et notre société ?

Conclusion

L'égalité est un enjeu majeur pour le développement des droits en Guinée, mais aussi pour le progrès technique et économique. La Guinée s'est engagée récemment, notamment avec l'ancien gouvernement déchu, dans une démarche visant à promouvoir l'égalité des droits entre les sexes et l'émancipation de la femme. Cependant, l'enquête la plus récente menée par Afrobarometer montre que la grande majorité des Guinéens estiment que le gouvernement devrait faire davantage pour promouvoir l'égalité des droits et des chances en faveur des femmes, surtout en ce qui concerne l'égalité d'accès à l'éducation et l'égalité en politique.

D'ailleurs, l'atteinte de ces objectifs dépend aussi de l'appropriation et la mise en pratique des principes égalitaires par tous les citoyens, en particulier les chefs coutumiers, les leaders religieux et politiques et la société civile.

Références

- Avocats Sans Frontières. (2022). Les droits des femmes en Guinée à l'aune de la transition politique.
- Banque Mondiale. (2023). Une priorité pour la Guinée : Améliorer le statut des femmes et filles. 9 mai.
- Diallo, M. B., Diallo, H., & Amewunou, K. (2024). Violence sexiste en Guinée : Les victimes entre crainte d'humiliation et espoir en la justice. Dépêche No. 783 d'Afrobarometer.
- Institut National de la Statistique. (2020). Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (2018/2019).
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Ministère de la Santé Publique. (2022). Plan stratégique du service genre et équité du ministère de la sante pour les cinq 5 prochaines années.
- Nations Unies. (2024). Objectif 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.
- Programme des Nations Unies pour le Développement. (2024). La situation des femmes en Guinée : Genre et égalité des sexes en Guinée.

Mamadou Saliou Diallo est chercheur à l'African Leadership Centre. Email :
diallo.diallo@kcl.ac.uk.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University, University of Cape Town et University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de l'Agence Norvégienne de Coopération au Développement via le Projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminare, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères de la Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce [lien](#) ou ce [lien](#). Pour discuter du financement institutionnel, contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 829 d'Afrobarometer | 2 août 2024